

Secret

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
ARMEE RWANDAISE
ETAT-MAJOR

KIGALI, le 21 SEP. 1991

N° 0104 G3.9.2.0

D7544
(24p)

Au Chef EM AR

Info: Membre de la réunion (TOUS)

OBJET: CR de la réunion
des Comd OPS.-

1. En date du ~~18/09/91~~ 21 SEP 91, le Chef EM AR Adjt a dirigé une réunion des Comd OPS dans la Salle de réunion de l'EM AR à laquelle participaient:

- Colonel SERUBUGA Laurent : Chef EM AR Adjt et Président de la réunion.
- Col BEM NDINDILIYIMANA Augustin : Ministre à la Présidence chargé de la Défense et la Sécurité Nationale.
- Colonel NSHIZIRUNGU Anselme : Comd OPS BYB, Membre,
- Col BEM NSABIMANA Déogratias : Comd OPS MUT, Membre,
- Lt Col BEM MUNYARUGARAMA Phinées : G1 EM AR , Membre,
- Lt Col BEMS NSENGIYUMVA Anatole : G2 EM AR , Membre,
- Lt Col BEM RWABALINDA Ephrem : G3 EM AR , Membre,
- Lt Col BEMSG NTIWIRAGABO Aloys : Comd OPS Ville de KIGALI, Membre,
- Lt Col BEM NDENGEYINKA Balthazar : Comd OPS RUS, Membre,
- Lt Col BEM KAMANZI Innocent : Comd OPS KIB, Membre,
- Lt Col NZUNGIZE Alphonse : Comd CE CDO , Membre,
- Lt Col BEM BIZIMUNGU Augustin : Comd OPS RUH, Membre,
- M a j o r NGIRUMPATSE Pascal : G4 EM AR , Membre,
- Maj BEM BAHUFITE Juvénal : Comd OPS GIS, Membre.
- Commandant BUJYAKERA Joseph : OFFR G2 EM AR, Rapporteur.

2. ORDRE DU JOUR

- a. Appréciation de la situation actuelle en fonction de la virulence ENI pour déterminer:
 - Attitude de l'ENI
 - Attitude AMI à adopter.
- b. Exposé du Ministre, du G1 EM AR et G4 EM AR.
- c. D i v e r s.

Secret

S E C R E T

3. SITUATION GENERALE

Le Président de la réunion a d'abord remercié les membres de la réunion de leur ponctualité et a ensuite présenté aux membres de la réunion l'ordre suivant lequel les exposés allaient se succéder à savoir:

- Exposé du G2 EM AR, suivi par celle du Ministre à la Présidence chargé de la Défense et la Sécurité nationale, puis celle du G3 EM AR pour terminer avec le G1, G4 EM AR et sujets divers.

A. Exposé du G2 EM AR

(1) Situation générale ENI

Malgré les décisions prises lors du Sommet sous-régional de l'OUA sur le conflit Rwandais tenu le 07 SEP 91 à GBADOLITE, l'ENI N'a PAS observé le cessez-le-feu recommandé, il a redoublé de virulence par des attaques répétées visant à conquérir une portion quelconque du Territoire Rwandais et ou à détruire nos installations. L'ENI est donc décidé de poursuivre la guerre et compte sur l'appui inconditionnel du Président MUSEVENI qui fournit toujours les armes et matériel.

L'ENI dispose actuellement de 11XBN de 160 à 300 hommes. Le recrutement continue et le BURUNDI reste le principal fournisseur de recrues. Celles-ci sont acheminées à NAKIVALE qui est leur Centre d'Entraînement. Le moral de l'ENI est trop bas et leur effectif va en diminuant, c'est ainsi qu'il compte à tout prix sur le soutien de la NRA pour pouvoir continuer la guerre. Nous pouvons nous féliciter du fait que toutes les attaques ENI lancées après GBADOLITE ont infligé à l'ENI beaucoup de pertes malgré quelques dégâts enregistrés du côté AMI.

(2) Situation ENI Secteur par Secteur

* Secteur GISENYI

La menace ENI dans ce Secteur vise principalement la BRALIRWA et d'autres objectifs connus dans la ville et région de GISENYI, de ce fait, il est recommandé de:

- redoubler de vigilance pour parer à une attaque ENI éventuelle;
- Intensifier l'entente et la coopération entre les autorités tant militaires que civiles de GISENYI et GOMA laquelle coopération nous a permis dès le début du conflit de contrôler la situation.

S E C R E T

La ville de GOMA regorge PAS mal d'acolytes des INYENZI qui sont occupés actuellement à recruter à l'aide de beaucoup d'argent. Cette situation est à suivre de plus près.

* Secteur OPS RUHENGARI

L'ENI s'est acharné depuis ces derniers temps dans les volcans par des attaques répétées de nuit et de jour appuyées par des pilonnages par des armes lourdes installées en UGANDA. Nos éléments ont tenu et ont repoussé l'assaillant malgré sa pression. Seul le 64 BN a été le plus éprouvé.

L'ENI dispose de 3XBN face au Secteur RUHENGARI, ils étaient deux le (C,L) auquel s'ajoute le K nouvellement créé.

Effort principal ENI est toujours fixé à RUHENGARI.

* Secteur OPS BYUMBA

Beaucoup d'actions ENI s'y ont acharné par des attaques et pilonnage, nos hommes ont tenu chaquefois et ont infligé de pertes à l'ENI. Face au Secteur BYB, l'ENI dispose de 2XBN (A et O).

* Secteur OPS MUTARA

Ce Secteur a subi également une pression incessante ENI par des attaques, des embuscades et pilonnage, la riposte foudroyante de nos hommes a infligé chaque fois beaucoup de pertes à l'ENI. Face à ce Secteur, l'ENI dispose de 6XBN (B, S, E, M, Z, Y) et reçoit des renforts de la NRA comme dans l'attaque du pont BUSHARA. La concentration de toutes ces UNITES au MUTARA N'est qu'une simple diversion visant à y attirer nos troupes de RUH afin de créer une brèche à RUHENGARI où leur action principale est toujours projetée.

* Secteur OPS KIBUNGO

Il y a eu tentative d'infiltration pour tendre les embuscades. La vigilance de nos Troupes a mis à l'échec cette action.

* Secteur OPS RUSUMO

La situation est calme. Toutefois, il faut garder jalousement le Pont Rusumo qui reste notre cordon ombilical et constitue l'objectif payant visé par l'ENI. Il y a donc lieu de craindre les infiltrations ENI par la rivière AKAGERA et spécialement via le lac NASHO.

S E C R E T

* COMDT OPS Ville KIGALI

L'acte de banditisme enregistré dans KIGALI et perpétré par des ex-militaires et parfois même par nos militaires est à craindre car utilisant des armes à feu et grenades achetées ou volées. Les mesures d'intimidation et de recherche de ces bandits doivent préoccuper le COMDT de la Ville de KIGALI.

(3) Situation AMIE

Le moral de nos hommes reste "TRES BON" cependant ce moral peut être touché aussi longtemps que la guerre continue. C'est ainsi que la sensibilisation de nos Troupes doit prendre une place de choix.

Par ailleurs, le problème d'équipement et d'habillement commence à se faire sentir. Néanmoins, l'autorité est au courant de la situation et les domaines concernés sont en train de chercher de solution à ce problème.

Le vent du multipartisme qui souffle dans les pays de l'EUROPE de l'EST et dans les pays du TIERS MONDE, l'AFRIQUE en particulier veut que nous adoptions un comportement conséquent.

Pour mettre à l'abri de nos hommes des tendances politiciennes de certains Partis travaillant pour le compte de l'ENI et qui de part leurs démagogies démoralisent nos hommes ce qui pourra si cela continue affecter profondément le moral de nos Troupes et causer des effets néfastes.

En guise de conclusion, le G2 EM AR signale que la guerre continue et que nous devons faire face à l'ENI quoiqu'il arrive.

Il poursuit en soulignant que l'ENI N'est PLUS fort, qu'il compte plutôt sur la NRA. C'est pourquoi il faudrait PLUS que JAMAIS lancer une action diplomatique dirigée contre l'UGANDA et le Président MUSEVENI en particulier.

Chercher comment amener nos pays amis et toute opinion internationale à exercer une action quelconque contre l'UGANDA.

L'entretien tant physique que moral de nos hommes doit être la préoccupation du COMDT à tout échelon, pour combattre essentiellement la lassitude et leur préserver les influences des tendances politiques.

(4) Intervention des Comd Secteurs OPS

(a) OPS RUSUMO

Il signale des informations qui lui sont parvenues faisant état de recrutement pour INYENZI dans la population par les

S E C R E T

~~Tutsi qui viennent de KIGALI et propagent des faux bruits~~
et rumeurs comme quoi les INKOTANYI sont déterminés à
gagner cette guerre et projettent la prochaine attaque par
la région de BUTAMA donc du côté du BURUNDI.

Le Service du SCR à KIBUNGO a été mis au courant et cherche
à déceler les personnes impliquées dans cette affaire.

(b) OPS KIBUNGO

Il n'a AUCUNE remarque particulière.

(c) OPS MUTARA

- Il signale les infiltrations incessantes ENI dans le
Secteur OUEST avec objectif principal la destruction
du Pont BUSHARA et du Bureau Communal de MUVUMBA;
l'intimidation de la population civile afin de les
amener à s'éloigner davantage de la frontière pour per-
mettre à l'ENI une entrée et circulation plus libre.
Ainsi la population à l'OUEST de MUVUMBA a pris peur
et a commencé l'évacuation des lieux.
- Le Comd OPS signale également le mécontentement des
Pères Blancs de RUKOMO contre les INYENZI manifesté
surtout après l'attaque par INYENZI du Centre de Santé
de NYARUREMA. Ces Pères Blancs insistent à ce que
ces actes de barbaries puissent être diffusés de façon
qu'ils atteignent le monde extérieur.

(d) OPS BYUMBA

- Le Comd OPS Secteur BYUMBA confirme l'information selon
laquelle l'ENI sillonne ces derniers temps toute la
frontière du Secteur OPS BYUMBA.
- Il signale également le souhait émis par le Conseil de
Sécurité de la Préfecture de BYUMBA qui consiste à ce que
le Secteur OPS BYUMBA puisse englober en entier la Commune
KIYOMBE ^{est/} qui en partie contrôlée par le Comdt OPS MUTARA.
A ce point, le Chef EM AR Adjt recommande une réunion de
coordination entre les Comd OPS des Secteurs BYB et MUT.
- Il signale également un manque de coopération entre ses
Eléments Unité EST et le Gpt BYB, voisin immédiat.
Ce problème sera également examiné lors d'une réunion
de coordination citée supra.

S E C R E T

(e) OPS RUHENGARI

Le Comd OPS RUHENGARI signale un avion survolant presque chaque nuit et à une très haute altitude la zone de CYANIKA et des Volcans et que nos armes NE peuvent PAS l'atteindre.

- Il signale en outre beaucoup de patrouilles ENI entre NYAGAHINGA et CYAHAFI et de fréquents mouvements ENI derrière les Volcans.
- Il y a lieu de craindre une infiltration ENI par le ZAIRE car des traces ENI ont été récemment repérées près du Camp KALISOKE au ZAIRE.
- Certains de nos militaires qui ont un armement vieux ont un moral affecté à cause des enrayages répétés de ces armes à chaque contact avec l'ENI.
- Les Militaires Gd du 5 BN du Gp Mobile réclament à être relevés, ils NE veulent PAS rester seul au front alors qu'il y a d'autres Gd à l'intérieur du pays qui peuvent les relever. Ils ont considéré les dernières mutations des Officiers Gd comme relève de ceux-ci et exigent qu'on fasse la même opération chez les GD. Lors du passage du Chef EM Gd N Adjt dans le Secteur, la question lui a été posée et il leur a répondu qu'un plan de relève sera organisé. Ce plan a été effectivement fait et les relèves ont été faits au sein même du BN. Malheureusement les Gd en question ont eu une mauvaise interprétation et ont cru à une relève de toute l'Unité par une autre Unité après un délai de 3 mois.

Le Chef EM AR Adjt intervient en disant que ce problème sera porté auprès de l'EM Gd N et il soutient la position de maintenir une Unité de la Gd N au front pour NE PAS désolidariser cette force de la population d'une part et de nos Troupes d'autre part.

(f) OPS GISENYI

- La Ville de GISENYI étant collé sur la frontière, il se pose un problème d'y organiser une défense élastique, donc en profondeur. Vu alors la présence de plusieurs acolytes des INYENZI dans la Ville de

S E C R E T

GOMA, nous craignons une infiltration ENI par petit groupe à travers nos lignes pour attaquer tel ou tel autre objectif dans la ville. Ainsi l'action principale serait de renforcer le personnel du SCR de GISENYI afin de pouvoir détecter à temps utile l'intention quelconque de l'ENI.

- Il déplore malheureusement la récente mutation d'un agent du SCR qui était habitué à ce travail. De telles mutations ont été également faites parmi les détectives du GPT GISENYI.
- Il signale que les détectives militaires NE sont PAS indiqués dans la filature car ils se laissent facilement roulés. L'idée de renforcer SCR de GISENYI est retenue et sera soumise aux instances habilitées pour étude.
- Les traces des INYENZI signalées au ZAIRE (derrière les Volcans) existent et les autorités militaires zaïroises sont au courant et sont en alerte pour mener une action contre

(g) OPS Ville KIGALI

- Signale la montée inquiétante du banditisme dans la Ville de KIGALI. Selon les informations, on a à faire actuellement à de bandits de métier dont la plus part sort des prisons d'autres étant des ex-Mil voire même des militaires actifs utilisant grenades et armes à feu. Il cite en guise d'exemple un ex-Gd récemment renvoyé qui vient de comettre 4 vols avec 4 grenades et enregistrement de 5 vols commis (tous) par des militaires armés.
- La Cie d'Intervention reste insuffisante pour pouvoir courir efficacement toute la Ville de KIGALI.

(h) Comd CE CDO

- L'éventualité d'une attaque ENI qui serait dirigée contre le CE CDO m'a amené à renforcer la position de KALISIMBI par une deuxième Cie prélevée de la Réserve se trouvant au CE CDO et d'autres Cie ont été envoyées au Secteur OPS de GISENYI. De ce fait il NE faut PLUS compter sur la Réserve du CE CDO.

S E C R E T

- Il signale le mécontentement au sein du 64 BN qui pense être le plus exploité surtout qu'il a subi ces derniers temps beaucoup de pertes en vies humaines et demande à être relevé par d'autres Unités comme le 42 BN du COMDT OPS GISENYI qui N'a PAS encore été en contact avec l'ENI.

B. AVIS SUR CERTAINS POINTS SIGNALES PAR LES COMD DES SECTEURS OPS

Le Chef EM AR Adjt a relevé des points essentiels auxquels il souhaite des avis et considérations des membres de la réunion à savoir:

- pour quel motif l'ENI veut à tout prix la destruction du Pont de BUSHARA;
- la circulation intense de l'ENI face au Secteur OPS BYUMBA;
- le survol régulier de l'avion localisé dans le Secteur OPS RUHENGARI et les patrouilles ENI dans ce Secteur;
- le contournement de l'ENI par le ZAIRE;
- le banditisme dans la Ville de KIGALI en particulier.

* Le Comd OPS MUTARA donne une approche au premier point posé à savoir "la destruction du pont de BUSHARA"

L'ENI dit-il, veut couper le Pont de BUSHARA pour isoler toute la partie à l'OUEST de MUVUMBA et s'assurer ainsi du contrôle de cette partie. D'autre part, cette région offre un bon couloir d'infiltration par la vallée de KAVU et l'ENI aurait l'intention d'y placer son effort principal après que la bananeraie de KABOROGOTA a été coupée. Pour parer à l'intention de l'ENI et à ses possibilités, le Comd Secteur OPS MUTARA a déplacé la Cie PM qui était à RURENGE et l'a mis au Bureau Communal de MUVUMBA comme réserve dans ce sous-Secteur, il a ensuite modifié les positions de défense du BN GITARAMA de façon à verrouiller le couloir passant par la vallée de KAVU-SHONGA et celui de KANYAMI. Cependant la vallée KANYAMI N'est PAS bien tenue par manque d'effectif. De même il va falloir retirer un Elm à SHONGA pour occuper la position RURENGE où était la Cie PM.

Par ailleurs, l'intention de l'ENI d'isoler la partie à l'OUEST de la rivière MUVUMBA par la destruction des ponts, lui permettra de bousculer le plus vite possible nos positions se trouvant sur les hauteurs de la région de NKANA lesquelles hauteurs nous seraient difficiles à reconquérir.

Unaniment, il a été décidé de renforcer la défense de cette zone

S E C R E T

de diriger la recherche des informations de ce côté et de redoubler de vigilance pour éviter toute surprise.

- Quant à la question de banditisme utilisant grenades et armes à feu, cette situation reste préoccupante et menace la sécurité de la population tant du milieu urbain que rural. Pour contrer, la réunion dégage une série de mesures à prendre à savoir:
 - * Enregistrement des grenades que détient chaque militaire et effectuer un contrôle après chaque action.
 - * Autoriser aux barrages militaires de fouiller les militaires qui partent en permission pour ainsi compléter l'action des PM.
 - * Distribuer les grenades aux positions qui en ont réellement besoin. Il appartient aux Comd des Secteurs de déterminer ces positions.

- Les Comd des Secteurs OPS étudieront par ailleurs ce problème au niveau des Comd d'UNITES et soumettront à l'EM AR des propositions y relatives.

- Pour ce qui concerne les UNITES de réserve, le G3 EM AR a fait remarqué aux Comd des Secteurs OPS l'inexistence actuelle des UNITES de réserve générale capable d'intervenir au moment opportun dans tel ou tel autre Secteur OPS menacé d'autant plus que l'ENI peut frapper à la fois sur plusieurs fronts. C'est ainsi que la réunion recommande la constitution d'une UNITE de Réserve à chaque COMDT Secteur et appui à juste titre de soucis de l'EM AR d'en constituer également une à son échelon. Il a été également demandé aux Comd des Secteurs de multiplier des contacts réguliers avec leurs Comd UNITES afin de pouvoir déceler à temps les problèmes éventuels qui se posent dans leurs UNITES pour y remédier.

...../.....

S E C R E T

S E C R E T

C. EXPOSE DU MINISTRE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE ET LA SECURITE NATIONALE.-

(1) Appréciation sur l'appui direct ou indirect des pays étrangers dans le conflit qui nous oppose aux INYENZI-INKOTANYI.

* UGANDA

L'appui aux INKOTANYI par l'UGANDA est clair bien que le Président MUSEVENI continue à présenter au monde entier que le combat qui nous oppose aux INYENZI est bel et bien le conflit Rwando-Rwandais. Cependant, la population ugandaise commence à sentir les méfaits de ce soutien tout particulièrement celle de la zone frontalière avec le RWANDA. Aussi peut-on dire que beaucoup d'Ugandais se désolidarisent petit à petit avec le Président MUSEVENI.

D'autre part, le Président MUSEVENI persiste dans ses déclarations faites à ZANZIBAR qui consistent à l'intégration des combattants du FPR au sein des FAR et du partage du pouvoir avec le FPR.

Le Ministre signale en outre que tous ceux qui appuient les INKOTANYI ont libre circulation sur le territoire ugandais en conséquence, tant que MUSEVENI NE subisse PAS une forte pression tant régionale qu'internationale, la guerre va perdurer.

* BURUNDI

Malgré les bonnes intentions du Président BUYOYA, certaines autorités burundaises veulent que notre pays soit asphyxié par cette guerre. Il y en a même certains burundais qui s'appuient sur de faux prétextes comme quoi les Rwandais veulent semer les troubles au sein du Peuple Burundais. On peut affirmer que le sentiment des Burundi (milieu Tutsi) en général soutient les INYENZI et cela se justifie par le recrutement massif qui s'opère dans ce pays. Toutefois, le Nbre des Rwandais qui transitait par le BURUNDI pour regagner les rangs des INKOTANYI a diminué depuis le blocage de la frontière entre nos deux pays.

* TANZANIE

Sous l'influence et la pression du Président MUSEVENI, le Chef de l'Etat tanzanien NE veut PAS se montrer actif dans ce conflit, par contre il cherche à nous mettre à l'épreuve

S E C R E T

d'une part en nous refoulant des réfugiés d'avant 1986, d'autre part en nous accusant de NE RIEN faire pour recevoir des émigrés irréguliers et en l'occurrence des réfugiés.

* Z A I R E

L'appui total du Président MOBUTU dans ce conflit reste incontestable néanmoins on constate l'existence de quelques hautes personnalités zaïroises qui soutiennent la cause du FPR, entre autre l'Ambassadeur du ZAIRE accrédité à KIGALI dans ses rapports qu'il donne mettant en cause les efforts de l'Etat Rwandais pour résoudre le problème des réfugiés.

* ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Les Etats-Unis nous soutiennent et cela se concrétise à travers les démarches faites par l'Ambassadeur des E.U au RWANDA pour le bon aboutissement de la voie engagée par le Gouvernement Rwandais dans le règlement du conflit.

Les E.U ont promis un soutien pour essayer de ramener la paix dans notre pays.

Le Ministre signale néanmoins le problème posé par la Banque Mondiale qui voudrait revenir sur ses engagements car nos dépenses actuelles dépassent de loin nos recettes.

* F R A N C E

Le soutien de la FRANCE est réel et a accepté le maintien de leur force militaire au RWANDA jusqu'à la fin du conflit. La FRANCE est consciente que le Président MUSEVENI est derrière ce conflit et nous promet son appui en privilégiant spécialement le dialogue. C'est ainsi qu'il y a eu récemment une rencontre à PARIS entre la délégation Rwandaise et Ugandaise.

* BELGIQUE

D'après les déclarations faites par le Ministre des Affaires étrangères belge lors de sa récente visite à KIGALI, on constate qu'il avait en tête une idée selon laquelle le Gouvernement Rwandais NE fait PAS assez d'effort pour favoriser le dialogue. Ce N'est qu'après éclaircissement de la situation actuelle qu'il est parti convaincu et a promis un soutien de la BELGIQUE malgré la présence de quelques partis politiques belges qui soutiennent toujours la cause du FPR.

S E C R E T

* C E E

La CEE soutient notre cause à l'exception de l'ANGLETERRE et certains pays nordiques qui sous l'influence du Président MUSEVENI freinent la prise de position commune au sein de cette communauté.

(2) LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE RWANDA SUR LE PLAN DE L'INTERIEUR.

- Le Gouvernement Rwandais a rempli tous les engagements auxquels il a souscrit partant des accords de MWANZA, GBADOLITE, DAR-ES-SALAAM et N'SELE. Pour ce qui concerne le rapatriement et l'intégration des réfugiés, un plan d'opération élaboré concurremment avec les représentants du HCR est déjà mis au point et un espace de 23.000 ha est déjà recensé pour recevoir des réfugiés qui NE pourront PAS s'intégrer dans leurs familles d'origine.

Ces étendues sont localisées dans les Communes de RUKIRA, RUSUMO, GASHORA, KANZENZE, MUSEBEYA, MUKO et GISOVU.

Le Gouvernement Rwandais attend du HCR le rapport qui détermine le nombre de réfugiés qui sont agriculteurs-Eleveurs par rapport à ceux qui ont fait des études pour la prévision des postes d'emploi. A ce sujet, le HCR dit que notre pays est en avance par rapport aux pays voisins abritant les réfugiés car le dénombrement de réfugiés qui veulent rentrer et ceux qui souhaitent rester piétine.

Par ailleurs, le FPR a continué de violer les engagements dont il est lui même signataire. C'est ainsi que nous devons le considérer comme un agresseur armé et le combattre.

Selon les statistiques publiés par le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal, les attaques du FPR et de la NRA nous ont causé les pertes ci-après:

- 1.508 morts civils dans BYUMBA, KIBUNGO, RUHENGARI et GISENYI occasionnant ainsi 2.274 orphelins, 633 veuves et veufs.
- 302 mutilés.
- 113.608 personnes déplacées.

D7544/14

S E C R E T

- Perte de 5 milliards de FRW due aux destructions des biens, vol, pillage et abattage du bétail.

Parmi les sujets débattus lors du Sommet de GBADOLITE du 07 SEP 1991, on peut citer entre autre le rôle joué par l'UGANDA dans ce conflit, la recherche des causes de NON respect du cessez-le-feu, la recherche des voies et moyens pour résoudre cette crise.

* Les principales revendications du FPR suivant le document rendu public lors de ses conférences et par la Presse à savoir:

- intégration de leurs combattants dans les FAR.
- restaurer et garantir les libertés démocratiques.
- se convenir sur la gestion intérimaire et prévoir un gouvernement intérimaire qui aura pour tâche:

"préparer et organiser le rapatriement des réfugiés"

"organiser la conférence nationale (RUKOKOMA)"

"mettre en place les mécanismes de l'unité nationale".

En conclusion, dit le Ministre, ceci N'est qu'une manoeuvre de diversion car si le FPR veut le pouvoir, il N'a qu'à déposer les armes et venir participer à l'organisation des futures élections.

(3) FACE A CE PROBLEME DE LA GUERRE, QUELLE EST LA POSITION DES PARTIS POLITIQUES DEJA PRESENTS AU RWANDA.

* Le MRND

- Le MRND condamne le recours à la force pour le règlement du conflit et il est déterminé à contribuer à la solution définitive du problème des réfugiés Rwandais. C'est ainsi qu'il appuie SANS réserve le processus de rapatriement des réfugiés initié avec le concours du HCR et des pays de notre région.
- Le MRND rejette toute idée d'intégration des Forces du FPR dans des FAR et invite le FPR à déposer les armes pour s'engager plutôt dans le multipartisme en cours.

S E C R E T

* Le PSD

- Le PSD soutient l'idée selon laquelle le problème des réfugiés NE peut PAS être résolu indépendamment de celui de la guerre car dit-il, certains réfugiés ont adhéré aux Forces du FPR qui combat les Forces Gouvernementales. Ainsi le PSD:

"accepte l'intégration de l'armée du FPR dans les FAR"

"la formation d'un Gouvernement de transition élargi à toutes les tendances"

"la conférence nationale (RUKOKOMA)".

* Le P L

Dans son mémorandum publié le 27 AOU 1991 et adressé au Président de la République, on y trouve les propositions ci-après quelques unes:

- négociation directe avec le FPR pour mettre fin à ce conflit d'où création d'un cadre institutionnel dans lesquels les négociations pourront se faire.
- aboutir à un cessez-le-feu avant toute chose.
- AUCUNE revendication du FPR NE doit être écartée.
- le PL réclame l'attribution des passeports Rwandais à toute personne identifiée par le HCR comme étant réfugiée rwandais.

* Le M D R

Le MDR NE s'est PAS encore prononcé officiellement sur la manière dont il faudrait envisager pour résoudre ce conflit. Mais selon les déclarations de Mr TWAGIRAMUNGU Faustin, un leader du MDR, seule la conférence Souveraine peut permettre la résolution de ce conflit et il dissocie le problème des réfugiés à celui du FPR.

Le MDR rejette l'intégration de l'armée du FPR dans les FAR.

* Le P D C

Selon le PDC, la solution au problème du conflit doit être trouvée entre Rwandais. Il préconise alors:

- la rehabilitation de la moralité chrétienne au RWANDA.
- l'engagement d'un processus de réconciliation nationale directe.
- favoriser la moralité du journalisme de réconciliation nationale.

S E C R E T

- la gestion de la transition.

En guise de conclusion, le Ministre dit que les Partis comprennent différemment le problème en rapport avec cette guerre et souhaite que les FAR puissent résister aux différentes tendances pour se consacrer à leur tâche de garantir l'intégrité du Territoire national d'une part et de protéger les institutions et le pouvoir en place qui a la responsabilité de mener toutes les négociations et de qui viendra toutes les directives à suivre.

Le Ministre a ensuite annoncé les décisions prises à la fin du Sommet de GBADOLITE sur le conflit Rwandais à savoir:

- l'observation du cessez-le-feu immédiat.
- entamer un dialogue politique dès le 14 SEP 91 sous la médiation du Président MOBUTU SESE SEKO.
- la restructuration du GOM de la manière suivante:
15 Officiers du NIGERIA et 15 Officiers de la République du ZAIRE qui seront commandés par un Officier Supérieur du NIGERIA sécondé par un Officier Supérieur du ZAIRE.
Ce groupe travaillera sous la supervision du Secrétaire Général de l'OUA à qui tous les rapports seront adressés.

Signalons aussi que le NIGERIA a envoyé une mission diplomatique qui s'est rendue sur le terrain dans un but de prospection et de la recherche de la vérité. Nous pouvons ainsi espérer, ajoute-t-il, un résultat significatif dans le travail du niveau GOM et il en profite pour demander aux responsables des OPS quelques mesures d'assouplissement pour leur faciliter la tâche.

C'est ainsi que dans leurs relations de travail ils s'adresseront directement au Chef de la délégation Rwandaise auprès du GOM au lieu de s'adresser au Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. Néanmoins, ils devront se conformer aux règles du couvre-feu et respecter les dispositions en vigueur en matière de circulation à l'intérieur du pays.

(4) Après l'exposé du Ministre, les Comd Sect OPS lui ont posé une série de questions ci-après:

Q1: Entendu que le pays est sujet actuellement à trois acteurs principaux à savoir:

- la virulence des partis politiques dont certains militent

S E C R E T

ouvertement pour le compte des INYENZI.

- l'entêtement du FPR.
- les FAR avec double mission: de garder l'intégrité du territoire et de garantir l'unité nationale.

N'y-a-t-il PAS moyens de ramener toutes ces tendances politiques à une vision globale commune du reglement de ce conflit?

R1: La recherche d'une position commune face à ce conflit est le souhait du Gouvernement. D'ailleurs quand le Président a réuni tous les responsables des Partis, c'était ce même point de vu recherché.

Il est prévu prochainement une réunion du SIC ministériel qui va débattre de ce problème. Il est prévu une réunion au niveau du Gouvernement pour dégager une ligne politique pour mieux gérer le multipartisme et l'économie du pays.

Le Président de la réunion intervient en insistant à ce qu'on puisse dénoncer aux yeux de la population tout Parti qui NE s'engage PAS à la défense du Territoire et de la population. Tous les membres de la réunion soutiennent fermement cette idée en disant que s'il y avait eu l'union de tout le Peuple face à l'ENI, celui-ci serait déjà découragé. Alors, poursuivent-ils, il faut lever l'équivoque en informant la population et nos FAR la réalité pour qu'ils désavouent eux-même ces partis.

A propos, le Ministre promet que dans les prochaines réunions pré-citées, on va dégager quelque chose à communiquer à la population.

- Un membre de la réunion propose que les messages concernant la sécurité nationale soient diffusés par le Ministre de la Défense nationale. Le Ministre accepte de soumettre la proposition à l'examen.

Q2: A propos des négociations entre la partie rwandaise et le FPR qui devaient débiter le 14 SEP 91, dites négociations ont-elles oui ou non commencé? Si oui quels sont les noms des délégués du FPR et du RWANDA?

R2: Les négociations ont déjà commencé. La délégation rwandaise comprend: - Ambassadeur du RWANDA à KAMPALA et au ZAIRE.
- Un représentant du MINAFFET.
- Officiers des FAR.

S E C R E T

La délégation du FPR est conduite par Mr BIZIMUNGU.

- Q3: D'après les informations, le FPR N'est PAS prêt à négocier avec le Gouvernement Rwandais en place. Est-ce que réellement la délégation rwandaise a reçu une limite quant aux concessions à donner au FPR?
- R3: Notre délégation est partie avec des indications nécessaires étudiées au préalable au niveau des Ministres.
- Q4: Quels sont les avis des pays amis pour ce qui concerne l'intégration des Forces du FPR dans les FAR?
Il N'y aurait-il PAS Moyens de dissocier le problème "guerre" à celui des "refugiés"?
- R4: Les Américains disent que du moment où le multipartisme est déjà sur place, il N'y a PAS d'autres voies possibles, toutefois, il faut que leur sécurité soit suffisamment assurée. Les Français sont du même avis que les Américains. Quant à dissocier le problème des réfugiés à celui du FPR, la question a été posée lors de la réunion tenue à NAIROBI. S'il y avait des réfugiés qui veulent rentrer SANS passer par le FPR nous attendons la réponse mais si cela arrive ça sera une meilleure façon de dissocier les réfugiés du FPR.
- Q5: Un membre de la réunion se demande pourquoi le Président MUSEVENI s'acharne jusqu'à couvrir l'incident de l'abattage de l'avion du ZAIRE par les INYENZI.
- R5: L'implication du Président MUSEVENI est capitale et travaille pour l'obtention d'un compromis qui NE l'expose PAS.
C'est pourquoi les négociations doivent DESORMAIS se faire parallèlement FPR-Président MUSEVENI.
- Q6: Quels sont les critères suivis par la création du nouveau GOM car le fait d'exclure l'UGANDA et le BURUNDI nous place en position de favori sinon de faiblesse?
- R6: Que le BURUNDI et l'UGANDA partent mécontent, notre soucis premier est de chercher un groupe neutre. On a toujours accusé de ces gens là de manque de neutralité autant de NE PAS les avoir toujours sur notre dos. Néanmoins, le BURUNDI N'a PAS été suspecté seulement on voulait un autre groupe; donc ce N'est PAS un attitude de désaveu de notre part.

S E C R E T

- Q7: Quelle est la position du Secrétaire Général de l'OUA vis-à-vis des rapports du GOM?
- R7: Du fait qu'il est Tanzanien, il N'a PAS bien entendu joué à notre faveur. Surtout que le Chef GOM était lui aussi tanzanien. Mais avec le nouveau GOM, le Secrétaire Général de l'OUA NE va PAS donner un rapport contraire à celui du nouveau GOM, car celui-ci transmettra la copie du même rapport au Président de l'OUA.
- Q8: Qu'arrivera-t-il si le FPR conteste le nouveau GOM vu la présence du ZAIRE dans ce groupe?
- R8: Si contestation il y a, il y aura d'autres approches de solution. Mais tant qu'il N'y aura PAS de difficultés, il NE nous appartient PAS d'en créer.
- Q9: Posée par le Chef EM AR Adjt sous forme de souhait en ces termes:
- NE faudrait-il PAS faire visiter les Chefs des Partis sur les différentes positions au front afin qu'ils puissent eux-mêmes se rendre compte de la réalité que vit nos troupes et notre population frontalière avec l'UGANDA?
- R9: On va essayer de les inviter, néanmoins il faudra compter sur leurs propres volontés car on NE peut PAS les forcer.

D. EXPOSE DU G3 EM AR

ENI, bien qu'affaibli, reste là et projette lancer des attaques dans la ville de RUHENGARI principalement.

(1) Attitude à prendre

- La mission de défense du Territoire reste. Par conséquent:
- la vigilance est recommandée en dosant le dispositif de façon à créer une réserve à l'intérieur et en relaxant aussi la Troupe.
 - chercher à NE PAS user les mêmes UNITES.
 - modifier des actions de jour au profit des actions de nuit.
 - améliorer les travaux de campagne surtout dans les volcans quitte à utiliser la main d'oeuvre payante si besoin en est.
 - renforcer les obstacles génies: pour ceci, le DAMI va instaurer un cours de piégeage de façon qu'une mine piégée explose sur moindre tentative de dépiégeage.

S E C R E T

- NE PAS prendre en considération les discours des Partis politiques.
- suivre de près le banditisme florissant.

(2) Côté instruction

- Le G3 EM AR souligne avec insistance le problème de l'instruction qui se fait sentir dans nos écoles (ESM, ESO, CI) dû à un manque d'instructeurs compétents d'une part et de leur insuffisance d'autre part. Il souligne en particulier l'ESM qui N'est PAS du tout encadré et cela se concrétise par la qualité de l'Officier qui sort de cette Ecole pour le moment. Hormis la formation intellectuelle, on constate que l'élève de l'ESM N'a PLUS de formation caractérielle et morale et cela menace sérieusement la qualité de nos FAR dans l'avenir. A défaut d'instructeurs Rwandais conclut-il, le pays serait dans l'obligance de recourir aux pays amis dans le cadre de la coopération militaire pour pouvoir combler ce vide.
- Quant à l'instruction dans les Secteurs, on a fait appel au DAMI, et le résultat reste satisfaisant. Cependant, les Français NE veulent PAS quitter RUHENGARI pour aller ailleurs. Cela pose un problème qui est maintenant porté à l'étude de l'autorité supérieure pour voir comment y remédier et entamer si possible l'instruction à GABIRO et MUTARA.
- La formation des observateurs MOR et des opérateurs radio doit également se poursuivre.

(3) LES OBSERVATIONS EMISES PAR LE DAMI

- Le manque d'entretien des armes.
- L'esprit d'absentéisme qui paralyse parfois les cours.
- Les gens formés ont tendance de revenir sur les anciennes habitudes à la place de mettre à profit les acquis de l'instruction.
- Les transmissions NON discrètes alors que l'ENI capte nos messages ceci implique l'obligation au Comd Secteur d'utiliser les mots ^{codes/} à chaque échelon et OTR passera prochainement dans les Secteurs ^{pour/} aider aux baptêmes des mots et points.
- Le DAMI attire l'attention sur le fait que les Chefs N'assurent PAS le suivi régulier de leurs hommes. Quant à connaître l'état des équipements et matériel, etc...

S E C R E T

En guise de conclusion, le G3 EM AR termine son exposé en disant que l'ENI N'est PAS prêt de lâcher par conséquent, le battre reste notre seul objectif. De ce fait il rappelle le travail de nuit déjà évoqué, la constitution d'une UNITE de Réserve à chaque échelon et l'instruction.

L'idée de rehausser la formation des élèves plus particulièrement ceux de l'ESM et l'ESO a reçu un soutien sans réserve de tous les membres de la réunion quant à faire appel aux cadres des pays amis.

E. EXPOSE DU G1 EM AR

Le G1 EM AR insiste surtout sur la discipline de nos militaires qui pour la plupart est impliqué dans:

- le banditisme,
- dans les détentions illégales des grenades et des armes à feu, surtout pour ceux qui partent en congé.

Pour ce faire, le G1 EM AR demande aux Comd OPS d'insister sur l'instruction du règlement de discipline surtout que nombreux de nos militaires sont ceux qui ont reçu une formation tronquée et ignorent parfois les conséquences qu'ils coulent en s'embarquant dans tel ou tel autre acte.

- Il souligne en outre l'insuffisance des opérateurs radio et propose que ce problème soit examiné par les membres de la réunion pour dégager une mesure à adopter.

Au niveau de l'EM AR, poursuit-il, on a pris la décision de retenir deux candidats par BN, il vous appartient alors de déterminer la méthode de désignation qui soit transparente pour éviter des mécontentements. Après discussions, la réunion retient unanimement la décision suivante:

- Un test basé sur la dictée sera préparé et donné à tous les militaires non spécialistes au niveau de chaque COMDT OPS.
- Les noms de deux premiers par BN seront transmis à l'EM AR directement après la correction.

Après l'exposé du G1 EM AR, quelques questions ont été posées:

Q1: Un membre de la réunion souhaite à ce que les EM puissent reprimer fortement les militaires pour décourager l'indiscipline contrairement à ce qui se fait actuellement.

R1: Sauf pour les cas de flagrant délit grave où l'EM prend la décision de renvoyer ou de placer sous PVA un militaire, les autres cas doivent être examinés avec beaucoup plus d'attention pour éviter l'arbitraire. C'est ainsi que l'EM exige que les premières mesures soient prises à l'échelon UNITE quitte à modifier la

S E C R E T

punition après l'examen du DS constitué à cet effet.

Q2: Les familles des militaires en renfort dans d'autres Secteurs créent des problèmes. On demande s'il N'y a PAS moyens de muter les maris?

R2: Cela souleverait un grand problème insurmontable car il y a beaucoup de militaires qui sont dans ces conditions voire même des UNITES entières qui N'ont PAS de Camp Mil d'attache.. Il faudra faire comprendre à ces femmes la situation du moment.

F. EXPOSE DU G4 EM AR

(1) Sous l'appui d'un tableau de distribution habillement depuis le mois de Mars jusqu'au mois d'Août 1991, le G4 EM AR explique aux Comd OPS comment ils ont été servis et l'état du stock actuel qui est pour, le moment NUL pour ainsi éviter des réclamations éventuelles de l'équipement et l'habillement. Cependant, il leur signifie que les nouvelles commandes sont maintenant au stade de prospections du marché qu'ils devront patienter.

En attendant, il a été décidé de distribuer les 4.500 bottines disponibles au COMDT OPS RUHENGARI qui opère dans les conditions climatiques trop pénibles. Quant aux autres Secteurs, ils seront servis dans l'ordre: OPS MUTARA, BYUMBA, KIBUNGO, GISENYI puis RUSUMO dès arrivée de l'équipement.

(2) Il aborde ensuite l'entretien de l'équipement et du matériel. Dans le domaine de l'entretien, on a remarqué que l'entretien en particulier celui des véhicules a été négligé de façon lamentable et cite en guise d'exemple de 3 véhicules dont on vient de déclasser les moteurs par manque de changement d'huile moteur.

- Pour ce qui est de l'armement individuel, il a exigé aux Comd OPS de lui faire parvenir le plus vite possible un ordre de bataille UNITE par UNITE sur lequel on pourra trouver: le nom, grade du militaire, le type d'arme et son numéro de façon que ces données puissent être introduites dans l'ordinateur.

- Quant à la gestion des vivres et de l'habillement, il demande aux Comd OPS de faire un effort pour un suivi

S E C R E T

spécialement pour les vivres qui sont pour le moment subtilisés d'une manière ou d'une autre.

- Le DAMI a émis un souhait d'homogénéiser l'armement d'appui dans chaque Secteur cette idée a été bien soutenue et les Comd des Secteurs devront identifier ces armes et faire proposition à l'EM AR pour voir s'il y a PAS moyens d'effectuer des échanges de ces armes entre les Secteurs d'OPS.
- Pour ce qui concerne les boissons, le G4 EM AR signale que la BRALIRWA N'a PLUS de vidanges dans ses stocks, et compte sur la volonté de chacun de bien gérer les vidanges en réduisant au minimum les pertes et les casses.

Le Chef EM AR Adjt abonde dans le même sens en déplorant le cas de pertes de vidanges pour une unité qui N'a PAS encore été en contact avec l'ENI.

Quant à l'huile de nettoyage d'armes, il a été remarqué dans certains Secteurs qu'il y a des militaires qui volent cette huile pour soigner leurs cheveux. Cet acte est à décourager et doit être porté à la connaissance de tous les échelons.

G. D I V E R S

La suppression de la ration pour les familles des Officiers à été faite à l'AR et PAS à la Gd N et cela commence à provoquer de mécontentement et des réclamations des Officiers de l'AR. La réunion souhaite que l'exécution des décisions concernant les deux forces soit uniformisée.

4. La réunion est close à 1545B.

BUJYAKERA Joseph
Cdt

Officier G2 EM AR



S E C R E T

Après la réunion avec les Gy AR et Gdn ainsi que avec le chef SBCA MINABEE, j'ai contacté les 2 chefs EN Adjt pour connaître leurs observations sur la liste du matériel à demander en Egypte, Libye, URSS.

Pour le chef EN Adjt de la Sdr le matériel MROP pour un bataillon est insuffisant.

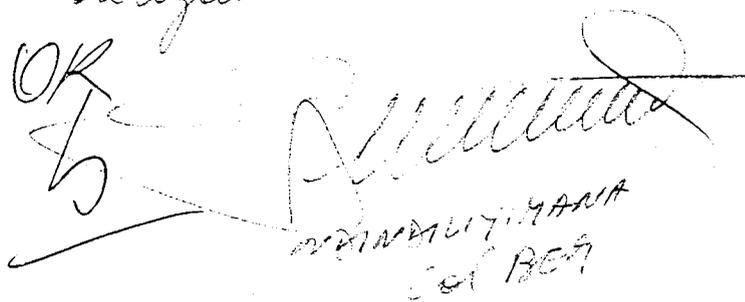
Pour le chef EN Adjt AR

En URSS on devrait acheter un matériel qui peut facilement

avoir les munitions et les pièces de rechange même ailleurs dans d'autres pays.

Pour ma part la liste en annexe peut bien servir pour ceux qui vont négocier. Je vous ai déjà fait des propositions quant à la délégation

OK
S


MINABEE
Col BEA

* Acheter des "Location units"

(Radar de détection)
(Pt départ ds obras)